



Conseil général

DÉROGATIONS – 2020

NOTE DU SECRÉTARIAT¹

Le tableau ci-joint a été établi pour l'information des délégations. Il contient une liste des dérogations accordées par le Conseil général en 2020, ainsi que des dérogations précédemment accordées et encore en vigueur en 2020. Il convient de noter que certaines de ces dérogations sont venues à expiration dans le courant de l'année.

¹ Le présent document a été établi par le Secrétariat sous sa propre responsabilité et est sans préjudice des positions des Membres ni de leurs droits et obligations dans le cadre de l'OMC.

DÉROGATION	DÉCISION	DATE D'ADOPTION DE LA DÉCISION	ACCORDÉE JUSQU'AU	RAPPORT en 2020 ²
Accordée en 2020				
Introduction des modifications du Système harmonisé 2002 dans les Listes de concessions tarifaires de l'OMC ³	WT/L/1104	18 décembre 2020	31 décembre 2021	-
Introduction des modifications du Système harmonisé 2007 dans les Listes de concessions tarifaires de l'OMC ⁴	WT/L/1105	18 décembre 2020	31 décembre 2021	-
Introduction des modifications du Système harmonisé 2012 dans les Listes de concessions tarifaires de l'OMC ⁵	WT/L/1106	18 décembre 2020	31 décembre 2021	-
Introduction des modifications du Système harmonisé 2017 dans les Listes de concessions tarifaires de l'OMC ⁶	WT/L/1107	18 décembre 2020	31 décembre 2021	-

² Applicable si précisé dans la décision portant octroi de la dérogation.

³ Le Membre qui a demandé à bénéficier de cette dérogation est la Chine.

⁴ Les Membres qui ont demandé à bénéficier de cette dérogation sont les suivants: Argentine; Brésil; Chine; Malaisie; Philippines; République dominicaine; Thaïlande; et Union européenne.

⁵ Les Membres qui ont demandé à bénéficier de cette dérogation sont les suivants: Argentine; Australie; Brésil; Chine; Colombie; Costa Rica; Équateur; États Unis; Fédération de Russie; Guatemala; Inde; Kazakhstan; Malaisie; Mexique; Norvège; Nouvelle Zélande; Philippines; République de Corée; République dominicaine; Singapour; Suisse; Thaïlande; et Union européenne.

⁶ Les Membres qui ont demandé à bénéficier de cette dérogation sont les suivants: Argentine; Australie; Brésil; Canada; Chine; Colombie; Costa Rica; Équateur; El Salvador; États-Unis; Fédération de Russie; Guatemala; Honduras; Hong Kong, Chine; Inde; Israël; Kazakhstan; Macao, Chine; Monténégro; Norvège; Nouvelle Zélande; Pakistan; Paraguay; Philippines; République de Corée; République dominicaine; Suisse; Territoire douanier distinct de Taiwan, Penghu, Kinmen et Matsu; Thaïlande; Union européenne; et Uruguay.

DÉROGATION	DÉCISION	DATE D'ADOPTION DE LA DÉCISION	ACCORDÉE JUSQU'AU	RAPPORT en 2020 ⁷
Précédemment accordée – en vigueur en 2020				
Introduction des modifications du Système harmonisé 2002 dans les Listes de concessions tarifaires de l'OMC ⁸	WT/L/1082	10 décembre 2019	31 décembre 2020	-
Introduction des modifications du Système harmonisé 2007 dans les Listes de concessions tarifaires de l'OMC ⁹	WT/L/1083	10 décembre 2019	31 décembre 2020	-
Introduction des modifications du Système harmonisé 2012 dans les Listes de concessions tarifaires de l'OMC ¹⁰	WT/L/1084	10 décembre 2019	31 décembre 2020	-
Introduction des modifications du Système harmonisé 2017 dans les Listes de concessions tarifaires de l'OMC ¹¹	WT/L/1085	10 décembre 2019	31 décembre 2020	-
Préférences tarifaires en faveur des pays les moins avancés – Décision portant prorogation de la dérogation	WT/L/1069	16 octobre 2019	30 juin 2029	-
États-Unis – Loi relative au redressement économique du Bassin des Caraïbes	WT/L/1070	16 octobre 2019	30 septembre 2025	WT/L/1096, WT/L/1096/Corr.1
Système de certification du processus de Kimberley pour les diamants bruts – Prorogation de la dérogation ¹²	WT/L/1039	26 juillet 2018	31 décembre 2024	-
États-Unis – Ancien territoire sous tutelle des îles du Pacifique	WT/L/1000	7 décembre 2016	31 décembre 2026	WT/L/1098, WT/L/1098/Corr.1, WT/L/1098/Corr.2
États-Unis – Préférences commerciales accordées au Népal	WT/L/1001	7 décembre 2016	31 décembre 2025	WT/L/1099
Union européenne – Application du traitement préférentiel autonome aux pays de la partie occidentale des Balkans	WT/L/1002	7 décembre 2016	31 décembre 2021	WT/L/1103
Cuba – Article XV:6 – Prorogation de dérogation	WT/L/1003	7 décembre 2016	31 décembre 2021	WT/L/1102

⁷ Applicable si précisé dans la décision portant octroi de la dérogation.

⁸ Le Membre qui a demandé à bénéficier de cette dérogation est la Chine.

⁹ Les Membres qui ont demandé à bénéficier de cette dérogation sont les suivants: Argentine; Brésil; Chine; Malaisie; Philippines; République dominicaine; Thaïlande; et Union européenne.

¹⁰ Les Membres qui ont demandé à bénéficier de cette dérogation sont les suivants: Argentine; Australie; Brésil; Canada; Chine; Colombie; Costa Rica; El Salvador; États-Unis; Fédération de Russie; Guatemala; Hong Kong, Chine; Inde; Kazakhstan; Malaisie; Mexique; Norvège; Nouvelle Zélande; Philippines; République de Corée; République dominicaine; Singapour; Suisse; Thaïlande; et Union européenne.

¹¹ Les Membres qui ont demandé à bénéficier de cette dérogation sont les suivants: Argentine; Australie; Brésil; Canada; Chine; Colombie; Costa Rica; El Salvador; États-Unis; Fédération de Russie; Guatemala; Honduras; Hong Kong, Chine; Inde; Israël; Kazakhstan; Macao, Chine; Monténégro; Norvège; Nouvelle Zélande; Pakistan; Paraguay; Philippines; République de Corée; République dominicaine; Suisse; Territoire douanier distinct de Taiwan, Penghu, Kinmen et Matsu; Thaïlande; Union européenne; et Uruguay.

¹² Annexe: Afrique du Sud; Australie; Botswana; Brésil; Cambodge; Canada; États-Unis; Fédération de Russie; Guyana; Inde; Japon; Kazakhstan; Malaisie; Maurice; Monténégro; Namibie; Norvège; Panama; République de Corée; Sierra Leone; Singapour; Sri Lanka; Suisse; Territoire douanier distinct de Taiwan, Penghu, Kinmen et Matsu; Thaïlande; Turquie; Ukraine; et Union européenne.

DÉROGATION	DÉCISION	DATE D'ADOPTION DE LA DÉCISION	ACCORDÉE JUSQU'AU	RAPPORT en 2020 ⁷
Précédemment accordée – en vigueur en 2020				
Mise en œuvre du traitement préférentiel en faveur des services et fournisseurs de services des pays les moins avancés et participation croissante des PMA au commerce des services ¹³	WT/L/982 WT/MIN (15)/48	19 décembre 2015	31 décembre 2030 ¹⁴	-
États-Unis – Loi des sur la croissance et les perspectives économiques de l'Afrique	WT/L/970	30 novembre 2015	30 septembre 2025	WT/L/1097, WT/L/1097/Corr.1
Pays les moins avancés Membres – Obligations au titre de l'article 70:8 et 70:9 de l'Accord sur les ADPIC en ce qui concerne les produits pharmaceutiques	WT/L/971	30 novembre 2015	1 ^{er} janvier 2033.	-
Canada – CARIBCAN	WT/L/958	28 juillet 2015	31 décembre 2023	WT/L/1091
Mise en œuvre effective de la dérogation concernant le traitement préférentiel pour les services et fournisseurs de services des pays les moins avancés ¹⁵	WT/MIN (13)/43 WT/L/918	7 décembre 2013	-	-
Traitement préférentiel pour les services et fournisseurs de services des pays les moins avancés ¹⁶	WT/L/847	17 décembre 2011	15 ans à compter de la date d'adoption ¹⁷	-
Mise en œuvre du paragraphe 6 de la Déclaration de Doha sur l'Accord sur les ADPIC et la santé publique ¹⁸	WT/L/540 and WT/L/540/Corr.1	30 août 2003	Voir les documents WT/L/540 et WT/L/540/Corr.1	IP/C/86, IP/C/86/Corr.1

¹³ Cette décision ministérielle a été adoptée en application de la dérogation concernant le traitement préférentiel pour les services et fournisseurs de services des pays les moins avancés adoptée en 2011 (WT/L/847) et de la Décision sur la mise en œuvre effective de la dérogation concernant le traitement préférentiel pour les services et fournisseurs de services des pays les moins avancés adoptée en 2013 (WT/MIN(13)/43-WT/L/918) – voir également ci-après.

¹⁴ À la Conférence ministérielle de Nairobi, les Ministres ont décidé de proroger la dérogation adoptée en 2011 concernant le traitement préférentiel pour les services et fournisseurs de services des pays les moins avancés (WT/L/847). Voir également ci-après.

¹⁵ Cette décision ministérielle a été adoptée en application de la dérogation concernant le traitement préférentiel pour les services et fournisseurs de services des pays les moins avancés adoptée en 2011 (WT/L/847). Elle ne constitue pas une nouvelle dérogation. Voir aussi la page 5 et la décision WT/L/847 ci-dessous.

¹⁶ Deux décisions ont été adoptées ultérieurement par la Conférence ministérielle en application de cette dérogation: l'une en 2013 (WT/MIN(13)/43-WT/L/918) et l'autre en 2015 (WT/MIN(15)/48-WT/L/982). Voir aussi plus haut et la décision contenue dans le document WT/MIN(13)/43-WT/L/918.

¹⁷ À la Conférence ministérielle de Nairobi, les Ministres ont décidé de proroger la dérogation jusqu'au 31 décembre 2030 (WT/MIN(15)/48-WT/L/982) – voir aussi plus haut.

¹⁸ Conformément à la Décision du Conseil général du 30 août 2003 (WT/L/540 et WT/L/540/Corr.1), un protocole portant amendement de l'Accord sur les ADPIC a été adopté par le Conseil général le 6 décembre 2005 (WT/L/641) et présenté aux Membres pour acceptation. Conformément à l'article X:3 de l'Accord sur l'OMC, ce protocole est entré en vigueur le 23 janvier 2017. Depuis, l'Accord sur les ADPIC amendé s'applique aux Membres qui l'ont accepté. Pour chacun des autres Membres, le Protocole prendra effet dès que celui-ci l'aura accepté. En attendant, la Décision de 2003 continue de s'appliquer à ces Membres. Aux fins de cette décision, l'examen annuel du système de licences obligatoires spéciales est réputé satisfaire aux prescriptions en matière de réexamen énoncées à l'article IX:4 de l'Accord sur l'OMC.